

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- QUATRIÈME COMMISSION

SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION, 22E SÉANCE – MATIN

Quatrième Commission: les délégations affirment à l'unanimité que l'UNRWA doit poursuivre son action jusqu'au règlement définitif du conflit israélo-palestinien

La crise financière récurrente de l'Office incite les délégations à proposer des mécanismes de financement innovants

Au deuxième et dernier jour de leur débat sur les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), les délégations de la Quatrième Commission chargée des questions politiques spéciales et de la décolonisation ont été unanimes à estimer que l'action de l'UNRWA devait se poursuivre jusqu'au règlement définitif du conflit israélo-palestinien, soulignant le rôle stabilisateur de l'Office dans un contexte régional en évolution constante.

L'UNRWA, grâce à sa structure unique qui combine l'aide au développement et l'aide humanitaire, a été le chef de file des efforts visant à protéger les droits, la dignité et l'identité des réfugiés palestiniens, a estimé le représentant de la Turquie, soulignant qu'à ce jour l'Office reste une des « rares sources d'espoir et une bouée de sauvetage » pour des millions de Palestiniens, et un facteur de stabilisation dans la région, un avis partagé par son homologue du Japon pour qui l'action de l'UNRWA « mérite le plein soutien de l'ONU et des États Membres ». Abondant dans ce sens, le délégué de la Fédération de Russie a salué l'esprit d'abnégation de l'Office qui travaille dans un contexte régional difficile, mais qui a toujours réussi à maintenir, à son avis, une « politique très équilibrée et impartiale, en évitant la politisation » de son action. Pour sa part, le représentant du Qatar a estimé impossible de se passer du rôle vital de l'Office en l'absence d'un règlement juste et global du conflit israélo-palestinien. Pour le représentant syrien, l'UNRWA a été, depuis sa création, un témoin clef des souffrances du peuple palestinien et joue aujourd'hui un rôle significatif dans l'allègement de leur situation difficile. Le délégué tunisien a, quant à lui, estimé « le moment venu » pour que la communauté internationale et, en particulier, le Conseil de sécurité assument leurs responsabilités en mettant fin à l'occupation israélienne, la

situation actuelle constituant à son avis une menace pour la stabilité et la sécurité de toute la région. Le représentant sud-africain a proposé que l'année 2017 soit proclamée « Année internationale de la fin de l'occupation israélienne », ce qui contribuerait, selon lui, à sensibiliser les opinions à la nécessité de régler sans tarder le conflit israélo-palestinien. Le délégué brésilien a, de son côté, rappelé qu'à l'origine le mandat de l'UNRWA devait être temporaire. Il est à espérer, a-t-il dit, que les prorogations répétées de ce mandat ne seront plus nécessaires et que la solution des deux États deviendra réalité.

Par ailleurs, la crise financière récurrente de l'Office, dont le déficit s'élève à quelque 74 millions de dollars cette année malgré les mesures d'économie prises par l'UNRWA en 2015, a incité de nombreuses délégations à proposer de nouveaux mécanismes de financement innovants. L'Arabie saoudite, le Qatar et le Koweït, parmi les principaux donateurs, ont invité la communauté internationale à assurer la stabilité financière de l'agence, estimant « impératif » que les bailleurs de fonds trouvent une solution durable au déficit chronique de l'Office, qui entrave ses activités de secours. Plus concrètement, les représentants du Koweït et du Brésil ont estimé que, pour être prévisible et durable, le financement de l'UNRWA devait relever du budget ordinaire de l'Organisation. Pour sa part, la représentante de la Turquie a invité les États Membres à s'engager financièrement à long terme auprès de l'UNRWA et à réfléchir à un élargissement de sa base de donateurs.

La sécurité du personnel de l'Office a également fait l'objet de commentaires. « Aucune justification ne peut être apportée au meurtre et à l'enlèvement de membres du personnel onusien déployés sur le terrain », a affirmé le représentant du Bangladesh, alors que ses homologues cubain et algérien ont déploré les restrictions imposées par Israël à la liberté de mouvement du personnel de l'UNRWA dans le Territoire palestinien occupé ou les incursions dans ses bureaux.

Dans ses remarques de clôture, le Commissaire général de l'UNRWA, M. Pierre Krähenbühl, a remercié les États Membres pour leur soutien réaffirmé à l'Office et leurs propos favorables au travail accompli par l'Office « rendu possible grâce à leurs contributions ». En réponse aux observations faites la veille par le représentant d'Israël, il a tenu à souligner que « les réfugiés sont des réfugiés » et que le droit international leur reconnaît le droit au retour. Il a dit regretter par ailleurs le nombre limité de possibilités de contact entre jeunes palestiniens et israéliens, affirmant que les difficultés que connaît la bande de Gaza sont très peu propices à la tolérance. Il a également réfuté les accusations selon lesquelles il y aurait eu des tirs de roquettes à partir de locaux de l'UNRWA. À son avis, il est essentiel de trouver une solution juste et durable au sort des Palestiniens et aucune aide internationale ne pourra remplacer la privation des droits. Il a souhaité voir une réaffirmation de la volonté politique de la communauté internationale dans ce sens.

La Commission se réunira à nouveau le mardi 8 novembre à 10 heures, lorsqu'elle se prononcera sur tous les projets de résolution et de décision en instance.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT ([A/71/13](#), [A/71/350](#), [A/71/340](#), [A/71/343](#) et [A/71/335](#))

Fin du débat général

M. OLIVIER MARC ZEHNDER ([Suisse](#)) a rappelé qu'en l'absence d'un réel processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, l'importance du mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) demeurerait incontestable. Il s'est dit préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire et l'extrême instabilité de l'environnement dans lequel l'Office opère, notant que la sécurité des réfugiés de Palestine y était de plus en plus menacée. Il a déploré les conséquences du conflit persistant en Syrie pour les populations civiles, y compris les réfugiés de Palestine. « Le bouclage de la

bande de Gaza depuis bientôt 10 ans et le niveau de violence qui règne en Cisjordanie », aggravent, à son avis, la dépendance des réfugiés de Palestine envers l'UNRWA. Le représentant s'est inquiété des violations répétées et systématiques du droit international humanitaire et a appelé à un renforcement de la protection et une responsabilisation accrue. S'agissant du financement de l'UNRWA, il a rappelé que le sous-financement répété du budget du programme de l'Office durant ces 10 dernières années avait restreint ses capacités à fournir des services de qualité aux réfugiés de Palestine. À ce titre, il a encouragé les efforts entrepris pour assurer un financement suffisant, prévisible et durable de l'UNRWA.

M. ABDULAZIZ S M A ALJARALLAH (Koweït) a souligné que son pays appuyait les efforts du Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient visant à assurer la stabilité financière de l'Office, estimant qu'il faudrait réfléchir à la manière dont l'UNRWA pourrait bénéficier d'une aide financière provenant du budget ordinaire de l'Organisation. Il a, en outre, appelé la communauté internationale à agir avec célérité pour mettre fin aux souffrances des réfugiés palestiniens, décrites en détail dans le rapport du Commissaire général, et à faire pression sur Israël, la Puissance occupante, pour qu'il se conforme à la légalité internationale. Il a, en outre, invité Israël à cesser les violations des droits les plus élémentaires du peuple palestinien et la destruction systématique des infrastructures palestiniennes. Le représentant a rappelé, par ailleurs, que son pays fournissait au budget ordinaire de l'UNRWA plus de 196 millions de dollars, qui s'ajoutent aux 15 millions de dollars versés à la suite de l'appel urgent lancé par l'UNRWA pour la scolarisation de 500 000 étudiants palestiniens. De même, a indiqué le représentant, le Koweït a prévu une enveloppe de 50 millions de dollars au titre d'aide financière aux réfugiés palestiniens en Syrie, et alloué un montant de 200 millions de dollars échelonné sur trois ans pour la reconstruction de Gaza après l'agression israélienne de 2014. En conclusion, il a réaffirmé l'engagement et la solidarité de son pays avec la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits, comme stipulés dans les différentes résolutions des Nations Unies, notamment les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité.

M. WOUTER HOFMEYR ZAAYMAN (Afrique du Sud) a souligné la contribution financière de son gouvernement à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient qui s'élève à 218 812 dollars en octobre 2016. Estimant que la situation dans les territoires palestiniens occupés, en particulier à Gaza, était grave, le représentant a appelé la communauté internationale à continuer d'aider le peuple palestinien en assurant une aide financière tant nécessaire au fonctionnement de l'UNRWA. Son pays, en tant que membre de l'IBSA (groupe composé de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud) continuera à accorder son soutien, notamment financier, et en coopération avec les autorités palestiniennes et d'autres organisations internationales, aux projets en cours à Nablus et à Gaza, a-t-il précisé.

M. Zaayman a par ailleurs estimé que la levée de neuf ans d'embargo à Gaza s'imposait de manière urgente pour relancer une économie sinistrée, orientée vers le commerce et largement dépendante de l'aide internationale. Il s'est dit particulièrement préoccupé par les effets du blocus sur la zone côtière et l'industrie de la pêche, qui a le potentiel de créer des emplois et générer la croissance économique. Il a déclaré partager les conclusions du rapport du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, qui estime que les problèmes humanitaires palestiniens relèvent de la responsabilité de la communauté internationale partagée, notamment pour ce qui concerne la fin de l'occupation israélienne de la Palestine. M. Zaayman s'est dit favorable à faire de l'année 2017, « L'Année internationale de la fin de l'occupation israélienne », qui contribuerait, à son avis, à sensibiliser les opinions à la nécessité de préserver la solution des deux États, vivant côte à côte en paix et en sécurité.

M. RIADH BEN SLIMAN (Tunisie) a fait part du soutien de la Tunisie au mandat et au travail de l'UNRWA compte tenu des difficultés croissantes que l'Office rencontre pour parvenir à atteindre les millions de réfugiés palestiniens en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Cisjordanie et à Gaza. Face à l'importance de la tâche de l'UNRWA, le représentant a demandé aux États Membres de renforcer leur soutien à l'Office pour qu'il puisse renforcer sa réponse aux besoins

urgents des réfugiés. Il a souligné le contexte difficile dans lequel opère l'Office, imputant une large partie des responsabilités à l'occupation israélienne. Soulignant que les besoins en aide humanitaire du peuple palestinien avaient augmenté de manière considérable, puisqu'un quart de la population vit dans la pauvreté et que le chômage est élevé, il a dénoncé le blocus continu de la bande de Gaza qu'il a qualifié de « punition collective ». Dix ans après, ce blocus est en violation flagrante du droit international humanitaire et ses effets dévastateurs font que plus de la moitié des habitants de Gaza vit dans l'insécurité alimentaire et n'a pas accès à l'eau et à l'électricité de manière continue, a-t-il indiqué.

« Le moment est venu pour la communauté internationale, et en particulier le Conseil de sécurité, d'assumer ses responsabilités et mettre fin à l'occupation israélienne », a affirmé le représentant pour lequel la situation actuelle est une menace pour la stabilité et la sécurité de toute la région.

M. HUMBERTO RIVERO ROSARIO (Cuba) a salué les efforts de l'UNRWA pour s'acquitter de son mandat en dépit de sa situation financière difficile. Il a constaté à quel point c'est un travail « délicat », d'autant que 2015 a été marquée par la pire crise financière de l'histoire de l'Office. Des milliers d'enfants ne sont pas scolarisés pour une question de ressources, et il est urgent que les donateurs remédient à cette situation, a estimé le représentant. Il a également souligné le sentiment croissant d'insécurité et de désespoir des réfugiés palestiniens et a regretté que le travail de l'Office soit confronté à un grand nombre de problèmes, notamment les restrictions imposées par Israël à la liberté de déplacement de son personnel dans le Territoire palestinien occupé ou les incursions dans ses bureaux. Ces actes de la part d'Israël doivent cesser, a-t-il estimé, affirmant par ailleurs que son gouvernement s'associait à tous ceux qui réclament la fin du blocus de Gaza.

Pour Mme CAROLINE ZIADÉ (Liban), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) reste un facteur de stabilisation dans la région. Elle a exprimé sa préoccupation face au sous-financement chronique du Fonds général de l'Office, qui compromet, estime-t-elle, sa capacité à s'acquitter de son mandat. Les restrictions et mesures strictes imposées par Israël ont également un impact négatif sur les services que l'Office fournit au 1,3 million d'habitants de Gaza qui vivent sous le blocus israélien, et aux 800 000 Palestiniens installés en Cisjordanie, a poursuivi Mme Ziadé. Elle a exhorté la communauté internationale à garantir la stabilité financière et la pérennité financière de l'UNRWA, lui permettant ainsi de restaurer la confiance dans l'Office.

Rappelant que son pays accueille plus de 400 000 réfugiés palestiniens, auxquels s'ajoutent les quelque 30 000 de réfugiés ayant fui le conflit en Syrie, la représentante a fait remarquer que ce total représentait environ 10% de la population du pays, sans compter les quelque 1,2 million de réfugiés syriens. Ces réfugiés, a-t-elle précisé, se heurtent à de multiples problèmes, qui vont du manque de ressources financières à l'insuffisance des prestations en matière de santé de base et d'autres services apportés par l'UNRWA. Cette diminution du nombre des services, a-t-elle jugé, est imputable en particulier aux problèmes financiers structurels et chroniques que connaît l'UNRWA. La représentante a également indiqué que l'UNRWA travaillait en étroite collaboration avec les autorités libanaises pour satisfaire les besoins essentiels des réfugiés, conformément à la Constitution libanaise, et était activement engagé dans le dialogue palestino-libanais pour apporter des solutions aux questions d'ordre socioéconomique. Dans un pays où la réinstallation est contraire à la Constitution, a-t-elle fait remarquer, 129 lois ont été adoptées pour réglementer l'accès des Palestiniens au marché du travail libanais, aux campagnes de vaccination, à l'amélioration de l'éducation et au renforcement de la sécurité. « La tâche reste toutefois énorme et nous n'y arriverons pas tout seuls », a-t-elle dit. Après avoir remercié les donateurs pour leurs contributions aux activités en faveur des réfugiés palestiniens, la représentante a signalé qu'il restait à ce jour un déficit de l'ordre de 120 millions de dollars à combler, alors que 12 000 réfugiés sont toujours déplacés. La délégation libanaise s'inquiète à ce propos du fait que seuls 37% des 414 millions de dollars réclamés par UNRWA à titre d'aide

humanitaire aux réfugiés palestiniens de Syrie aient été versés à ce jour, a précisé la représentante.

M. MASUD BIN MOMEN (Bangladesh) a estimé que l'absence d'une solution pacifique, durable et équitable au conflit israélo-palestinien nourrissait le sentiment d'injustice des Palestiniens. Ce sentiment est exacerbé par les attaques armées récurrentes, l'expansion des colonies de peuplement et d'autres violations des droits de l'homme, a-t-il dit. Il a salué le travail de l'UNRWA avant de se dire gravement préoccupé par les atteintes à la sécurité de son personnel. Aucune justification ne peut être apportée au meurtre et à l'enlèvement de membres du personnel onusien déployés sur le terrain, a-t-il affirmé. Il a souligné que les réfugiés palestiniens installés en Syrie devaient bénéficier d'une attention accrue de la communauté internationale et salué les efforts de l'Office en vue de maintenir sa coopération avec le pays hôte. Le délégué a exhorté les donateurs internationaux à apporter à l'UNRWA un financement pérenne, prévisible et durable. Enfin, rappelant que son pays a connu des flux massifs de réfugiés lors de sa « Guerre de libération », le délégué du Bangladesh a exprimé sa solidarité avec les réfugiés palestiniens dans le monde entier.

M. EINAR GUNNARSSON (Islande) a rappelé la destruction et les effusions de sang que le conflit en Syrie avait causées parmi les 500 000 réfugiés palestiniens immatriculés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient dans ce pays. Il s'est particulièrement inquiété du sort des quelque 41 000 réfugiés palestiniens ayant fui la Syrie vers le Liban, qui, à son avis, sont particulièrement vulnérables, étant donné les restrictions de mouvement à la frontière et les difficultés à légaliser leur statut dans ce pays et à bénéficier de la protection des services sociaux. « Quatre-vingt-treize pour cent d'entre eux sont extrêmement dépendants de l'assistance humanitaire de l'UNRWA », a-t-il fait remarquer. Il s'est réjoui du retour à Husseiniyé, de 6 000 familles de réfugiés palestiniens après deux ans de déplacement, ainsi que de la réouverture des hôpitaux, des centres communautaires et des écoles ce qui a permis la scolarisation de 3 300 enfants. À Gaza, où la quasi-totalité des réfugiés palestiniens dépend de l'aide humanitaire suite au blocus imposé par Israël, la situation est « inacceptable », a-t-il estimé. Le représentant a exprimé sa satisfaction que son pays ait pu contribuer au financement de l'UNRWA l'an dernier encore, en déclarant qu'il était « impératif » que les donateurs et la communauté internationale trouvent une solution durable au financement de l'Office.

M. MOUNZER MOUNZER (Syrie) a estimé que la question des réfugiés palestiniens est une responsabilité internationale, juridique et morale, avant d'être une simple question d'ordre humanitaire. C'est une question qui concerne plus de cinq millions de réfugiés palestiniens contraints à un exil forcé en raison de l'occupation israélienne qui les prive de leurs droits de base de Palestiniens, a-t-il ajouté. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a été depuis sa création un témoin clef des souffrances du peuple palestinien et joue aujourd'hui un rôle significatif dans l'amélioration de leur sort, bien que le personnel et les locaux de l'UNRWA soient régulièrement la cible de la force d'occupation israélienne, comme lors de la récente agression contre la bande de Gaza. Il a regretté que l'ONU n'ait pas été en mesure de faire appliquer la résolution 194 (1948) adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, pas plus que les résolutions relatives à l'occupation par Israël des territoires arabes occupés et aux nombreux crimes commis par la Puissance occupante. Il est évident, à son avis, que cette incapacité a été perçue comme un signe d'encouragement par Israël pour poursuivre sa politique et pousser à l'exil forcé la population, lui refusant le droit au retour. Pour sa part, a-t-il dit, la Syrie a accueilli de nombreux réfugiés palestiniens et les a aidés et traités comme ses propres concitoyens. En conclusion, il a estimé essentiel que l'Office poursuive son travail en faveur des réfugiés, conformément à son mandat contenu dans la résolution 302 (1949).

Mme INA KRISNAMURTHI (Indonésie) a fait part de la vive préoccupation de son pays face à la crise financière que traverse l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient. Bien que le nombre de réfugiés continue à

s'accroître, les ressources financières de l'Office diminuent de manière alarmante, a-t-elle indiqué, soulignant que le déficit de 74 millions de dollars menaçait le maintien des activités de l'UNRWA jusqu'à la fin de l'année. Mon pays estime que les agences des Nations Unies, telles que l'UNRWA ou le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ne devraient jamais être à cours de fonds, a-t-elle insisté, saluant, à cet égard, les réformes d'économies budgétaires prises par la direction de l'UNRWA en 2015. À ce titre, elle a salué la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants adoptée par l'Assemblée générale au mois de septembre dernier qui encourage le plus grand nombre de bailleurs de fonds à soutenir financièrement, de manière plus souple et prévisible, les agences qui œuvrent au services des causes humanitaires. Pour l'Indonésie, a-t-elle poursuivi, la problématique des réfugiés doit être traitée en s'attaquant aux causes profondes de la crise des réfugiés, soit, dans ce cas, la poursuite de l'occupation de la Palestine par Israël. En conclusion, elle a appelé la communauté internationale à ne pas se détourner de la question des réfugiés palestiniens, alors que son attention est retenue par d'autres conflits.

M. CARLOS SERGIO SOBRAL DUARTE (Brésil) a regretté le manque de progrès dans la réalisation de la solution des deux États. La récente vague de violence entre Palestiniens et Israéliens, l'expansion des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés palestiniens et les restrictions apportées aux activités à Gaza aggravent les défis que doit relever l'UNRWA, a-t-il dit. L'action de l'UNRWA mérite l'entier soutien de l'ONU et des États Membres, notamment un soutien financier compte tenu des difficultés chroniques éprouvées par l'UNRWA dans ce domaine, a estimé le représentant, souhaitant à ce sujet qu'une partie des ressources financières de l'Office provienne du budget ordinaire de l'ONU. Il a par ailleurs indiqué que son pays avait renforcé sa coopération avec l'UNRWA, ainsi que ses initiatives bilatérales et multilatérales, dont des projets médicaux à Gaza. Alors que le mandat de l'Office devrait être prorogé jusqu'en 2020, il a rappelé le caractère temporaire de la création de l'UNRWA. Espérons que ces prorogations ne seront plus nécessaires et faisons en sorte que la solution des deux États devienne réalité, a conclu M. Sobral Duarte.

Pour Mme CEREN HANDE ÖZGÜR (Turquie), l'UNRWA, grâce à sa structure unique qui combine l'aide au développement et l'aide humanitaire, a été le chef de file des efforts visant à protéger les droits, la dignité et l'identité des réfugiés palestiniens. À ce jour, a-t-il affirmé, l'Office reste une des rares sources d'espoir et une bouée de sauvetage pour des millions de Palestiniens, ainsi qu'un facteur de stabilisation dans la région. Toutefois, face à l'augmentation du nombre de réfugiés et de la dégradation des conditions de vie, l'Office est soumis à une pression sans précédent qui est aggravée par la complexité de la situation dans la région, a remarqué la représentante, qui a par ailleurs exprimé sa reconnaissance aux efforts du Commissaire général de l'UNRWA et de son personnel.

La Turquie déplore que les activités de l'Office soient mises à mal par la crise financière structurelle qu'il traverse puisque les ressources à sa disposition ne sont plus en phase avec les besoins sur le terrain, a-t-elle estimé. « Il faut renforcer la stabilité financière de l'Office », a-t-elle affirmé, précisant que son pays, en tant que Président du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, estime qu'il faut changer d'approche de financement actuelle. La représentante a proposé à ce propos que les États Membres s'engagent financièrement à long terme, qu'ils réfléchissent à la mise en place de moyens de financements innovants et qu'ils œuvrent à l'élargissement de la base de donateurs.

À titre national, a précisé la représentante, la Turquie a versé 1,5 million de dollars en 2016 à l'UNRWA et, depuis 2011, elle a fourni 58 500 tonnes de farine d'une valeur de 27,4 millions de dollars, donation qu'elle a l'intention de poursuivre. Par ailleurs, mon pays assumera la vice-présidence de la Commission consultative de l'Office en 2017, et sa présidence en 2018, a annoncé la représentante.

Pour M. SLIMAN MAHMOUD NAAMAH (Qatar), il est impossible de se passer du rôle vital de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient en l'absence d'un règlement juste et global du conflit israélo-palestinien. Dès lors que les souffrances du peuple palestinien se poursuivent et le nombre de réfugiés dépasse les cinq millions, la question de l'aide et de l'assistance aux populations palestiniennes devient un devoir humanitaire et juridique pour la communauté internationale, a-t-il estimé. Le représentant a affirmé que l'UNRWA travaillait dans un contexte extrêmement difficile pour fournir un service de base aux réfugiés ainsi qu'une vie décente, en assurant, en outre, leur protection, leur scolarisation, l'accès à la santé et d'autres services sociaux. La protection est extrêmement importante, a-t-il souligné, compte tenu de la persistance du conflit et de l'escalade de la violence, notamment à Gaza. Par ailleurs, a poursuivi le représentant, la crise financière qui affecte le budget de l'Office s'aggrave, alors que la charge du travail ne cesse de croître, a-t-il indiqué, estimant qu'une telle situation risquait d'avoir des conséquences négatives sur les activités et l'efficacité des services fournis par l'agence. Il a précisé que son pays avait répondu à l'appel de l'UNRWA en 2013, réservant une enveloppe de 5 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir ses travaux. Il a, à cet égard, rendu hommage aux donateurs ainsi qu'au travail accompli par l'Office pour pallier les conséquences dramatiques de la dernière agression israélienne sur Gaza, ainsi qu'au maintien du blocus.

M. HASSAN IDRIS (Soudan) s'est dit inquiet quant à la situation critique que vivent les réfugiés palestiniens, telle que décrite dans le rapport d'activité de l'UNRWA. À ce titre il a notamment dénoncé le niveau de pauvreté, le désespoir, les déplacements forcés et le blocus illégal imposé à Gaza. Le Soudan condamne en outre la persistance de la Puissance occupante à entraver la liberté de mouvement du personnel de l'Office, notamment à Jérusalem-Est, et réclame que ces restrictions soient immédiatement levées, a-t-il dit. Pour le Soudan, a-t-il précisé, le travail de l'UNRWA revêt une importance capitale dans la protection des quelque 5,24 millions de réfugiés palestiniens, tant qu'il n'y aura pas de solution juste et durable à ce conflit.

Abordant la question du déficit chronique de l'Office, qui s'élève à 74 millions de dollars pour 2016, il a souligné que l'UNRWA employait plus de 30 000 personnes. Par conséquent, a estimé le représentant, l'Office doit pouvoir compter sur une base financière stable et suffisante pour s'acquitter de son mandat. Après avoir rendu hommage aux 35 membres du personnel de l'UNRWA qui ont perdu leur vie l'an dernier et aux 35 autres qui ont été enlevés, le représentant a estimé impératif que l'immunité du personnel de l'Office soit respectée.

M. KAZUFUMI AOKI (Japon) a souligné la détérioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens en raison des conflits récurrents à Gaza et de la dégradation de la situation en Syrie. Le rôle de l'UNRWA est, à cet égard, plus important que jamais, a-t-il affirmé. Le délégué a rappelé l'annonce de son pays, faite lors du Sommet de l'ONU pour les réfugiés et les migrants en septembre, d'un paquet d'assistance de 2,8 milliards de dollars en faveur des réfugiés et des migrants, ainsi que des pays hôtes, pour les années 2016 à 2018. Le Japon a fait sa première contribution à l'UNRWA en 1953, avant même d'avoir rejoint l'ONU, a-t-il rappelé, soulignant que le montant des contributions du Japon à l'agence, au cours des deux dernières années fiscales, étaient les plus élevées jamais versées. Notant que l'attention de la communauté internationale avait tendance à se concentrer sur les crises humanitaires dans d'autres régions, le représentant du Japon a demandé, en conclusion, à ce que le sort des Palestiniens ne soit pas oublié.

Mme SHARRINA ABDULLAH (Malaisie) a fait part de sa préoccupation s'agissant du statut légal des réfugiés palestiniens en Jordanie, en Syrie, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. La représentante a salué les succès de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient dans divers domaines, comme l'éducation de 500 000 enfants, la réalisation de 9,1 millions de consultations médicales pour des soins de base, et l'aide fournie en matière de sécurité sociale, y compris par des dons d'argent et de nourriture à 294 000 personnes. Faisant référence aux sept incidents qui ont touché des écoles de l'UNRWA à Gaza, frappées par des projectiles le 8 juillet et le 26 août, elle a rappelé que « les écoles devaient constituer un havre de paix pour les enfants des réfugiés ».

palestiniens ». S'agissant du financement de l'Office, elle a salué ses efforts en termes de relations bilatérales avec les États donateurs en vue d'élargir sa base de donateurs volontaires. Il est « prometteur » de constater, a-t-elle poursuivi, que malgré la fluctuation des taux, les contributions faites à l'UNRWA en 2015 ont été les plus élevées depuis sa création, soit 1,24 milliard de dollars.

M. DAVID YARDLEY (Australie) a souligné le rôle vital de l'UNRWA pour fournir des services essentiels et une aide humanitaire aux plus de cinq millions de réfugiés palestiniens installés en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Il a regretté la détérioration de la situation sécuritaire et des conditions politiques et économiques dans la région, qui rendent de plus en plus dépendants les réfugiés palestiniens de l'aide internationale, par l'intermédiaire de l'UNRWA. Déplorant le déficit financier chronique de l'Office, qui s'élève à 74 millions de dollars cette année, il a estimé qu'il fallait y remédier sans tarder, faute de quoi la viabilité de l'Office pourrait être remise en question. Pour ce faire, il a préconisé l'élargissement de sa base de donateurs, y compris des sources privées.

La neutralité de l'Office est essentielle pour ses opérations, a souligné le représentant, qui propose que l'UNRWA développe un mécanisme de neutralité et des procédures opérationnelles standard. Rappelant que depuis 2011, l'Australie a contribué à hauteur de 106 millions de dollars australiens au Fonds général de l'Office, le représentant a indiqué que cette année, son pays avait conduit une évaluation des activités de l'Office qui a confirmé son efficacité. Sur cette base, il a été décidé que sa contribution pour la période de 2016-2020 serait de 80 millions de dollars australiens, dont la première tranche a été versée en septembre.

Dans le contexte de l'insécurité croissante dans la région, l'impact stabilisateur de l'UNRWA est réel, a estimé le représentant, qui a toutefois souligné que l'avenir des réfugiés palestiniens passait par une solution politique. Ainsi, l'Australie encourage les parties à reprendre les négociations au plus tôt pour réaliser la solution des deux États vivant côte à côte en paix et en sécurité dans des frontières internationalement reconnues.

M. FAISAL ALZAYANI (Bahreïn) a expliqué le déficit financier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient par le montant des donations qui sont insuffisantes pour couvrir les dépenses, appelant à combler le fossé pour permettre à l'UNRWA de poursuivre sa tâche humanitaire. Il a, par ailleurs, déploré la marginalisation accrue des réfugiés palestiniens et la hausse du niveau de violence à leur endroit, s'ajoutant aux déplacements forcés de la population. Cette situation empêche les Palestiniens de vivre dignement, a-t-il dit, affirmant que les colons israéliens poursuivent leurs activités illégales en toute impunité, en contravention du droit international. Le représentant a salué le rapport du Commissaire général qui a mis en évidence, à son avis, plusieurs possibilités d'autonomiser les Palestiniens et de répondre à leurs besoins, se félicitant en particulier des réformes menées à cet égard visant à améliorer l'efficacité de l'UNRWA sur place. En conclusion, il a réaffirmé l'appui de sa délégation à l'UNRWA qui a, selon lui, accompli d'importantes réalisations malgré les difficultés financières et le contexte difficile sur le terrain.

M. IDRIS BOUASSILA (Algérie) a souligné le rôle capital de l'UNRWA dans l'amélioration du sort des réfugiés palestiniens et la préservation de leur dignité, par la fourniture de services de base, comme les soins de santé et l'éducation. Le rapport d'activité du Commissaire général de l'UNRWA fait état de l'insécurité et du désespoir que vivent les réfugiés palestiniens, qui sont aggravés par l'impact du blocus illégal de Gaza et des restrictions de mouvement imposées par Israël. Il a également dénoncé les restrictions de mouvement imposées au personnel de l'UNRWA. Constatant le déficit chronique de l'Office, le représentant a appelé la communauté internationale à trouver des moyens pour le combler, ainsi que des sources de financement durables pour le budget de l'Office.

Pour l'Algérie, la solution durable à la question des réfugiés palestiniens passe par la réalisation de la solution des deux États indépendants vivant côte à côte, avec Jérusalem-Est pour capitale de la Palestine. Mon pays condamne la politique illégale d'implantation menée par Israël, qui cherche à imposer un « fait accompli » sur le terrain en vue de saper les chances de la solution des deux États, a estimé le représentant.

M. MIKAEL V. AGASANDYAN (Fédération de Russie) a souligné qu'en raison des nombreux bouleversements qui secouent le Moyen-Orient, les Palestiniens dépendent de plus en plus de l'aide de la communauté internationale. De ce fait, a-t-il constaté, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient doit faire face à une lourde charge de travail. Le représentant a salué l'action de l'Office visant à améliorer la situation des réfugiés palestiniens otages du conflit israélo-palestinien qui vivent dans des conditions difficiles et dangereuses en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, comme en Jordanie ou en Syrie. Le représentant a appelé à la levée du blocus imposé à Gaza qui, à son avis, risque d'exacerber les tensions sur le terrain et a souligné l'importance du travail effectué par l'UNRWA dans la région aussi longtemps que le conflit israélo-palestinien n'aura pas été complètement réglé. Pour sa part, la Russie, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, poursuit ses efforts pour régler cette question aux plans politique et diplomatique, a-t-il assuré. En conclusion, il a exprimé la reconnaissance de sa délégation pour l'abnégation avec laquelle l'UNRWA accomplit sa mission dans un contexte régional difficile et avec peu de ressources, et salué les positions équilibrées et impartiales que l'Office a toujours réussi à adopter, a-t-il dit, évitant la politisation de son action.

M. ABDALLAH Y. AL-MOUALLIMI (Arabie saoudite) a rendu hommage à l'approche franche, objective et courageuse du Commissaire général de l'UNRWA et de son personnel qui opère dans des conditions difficiles. L'Arabie saoudite se félicite du rôle humanitaire que joue l'UNRWA en fournissant des services de base à plus de cinq millions de personnes, a déclaré le représentant, précisant que son pays figurait parmi les principaux donateurs de l'Office, lui ayant versé plus de 100 millions de dollars cette année. Il a précisé que le Fonds de développement saoudien a également signé des accords de coopération avec l'UNRWA et le PNUD pour la construction d'abris dans les camps, des projets de développement à Gaza, et la construction d'écoles dans ses zones d'activités. Le Fonds, a-t-il indiqué, coopère étroitement avec le PNUD, notamment pour la mise en place de centres de distribution de biens et produits alimentaires. Les contributions de l'Arabie saoudite à l'UNRWA attestent, selon le représentant, du soutien indéfectible de son pays aux réfugiés palestiniens, notamment en matière d'éducation.

Abordant ensuite la question du déficit financier chronique de l'Office, malgré les réformes importantes qu'il a engagées sous la direction du Commissaire général, le représentant a appelé la communauté internationale à accorder le soutien financier nécessaire à l'Office pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat. L'ONU devrait également examiner de nouveaux moyens de financement de l'Office pour stabiliser sa situation financière, a-t-il estimé. En conclusion, le représentant a affirmé que « le sort des Palestiniens ne pourra être réglé tant qu'Israël ne cessera pas de fouler au pied le droit international », qu'il ne mettra pas fin à ses pratiques illégales et qu'il ne se retirera pas des terres occupées depuis 1967.

Tout en adressant les prières de sa délégation aux familles des employés de l'UNRWA tués en fournissant une aide humanitaire à des victimes du conflit au Proche-Orient, M. DAVID CARROLL, Observateur du Saint-Siège, a tenu à rappeler qu'à l'instar de cette agence des Nations Unies, diverses organisations liées à l'Église catholique fournissent des services sociaux, sanitaires et éducatifs à des déplacés internes et des réfugiés dans la région. Comme pour l'UNRWA, a-t-il noté, ces services sont rendus possibles grâce aux contributions de généreux donateurs tels la Mission pontificale pour la Palestine, la Catholic Near East Welfare Association ou l'Ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem.

L'observateur a également fait remarquer que les zones où l'UNRWA exerce son mandat comprennent des « territoires de l'ancien centre spirituel de la chrétienté », où, pendant deux millénaires, les chrétiens ont contribué à la culture et à l'histoire des peuples de la région. Ces chrétiens, « en nombre sensiblement réduit », font aujourd'hui partie des réfugiés auxquels l'UNRWA vient en aide, a-t-il rappelé, évoquant les persécutions et les réalités géopolitiques qui les obligent à migrer, voire à fuir la région.

Réaffirmant le soutien du Saint-Siège à une solution durable, juste et complète de la question de Jérusalem, « patrimoine culturel des trois religions monothéistes que sont le judaïsme, le christianisme et l'islam », l'observateur a souhaité exprimer la reconnaissance de sa délégation aux peuples du Liban et de Jordanie « pour leur collaboration constante avec l'UNRWA, en particulier pour l'accueil de réfugiés palestiniens », mais aussi pour leur traitement « héroïque » du flux de réfugiés en provenance d'Iraq et de Syrie.

Droits de réponse et remarques de clôture

La représentante de l'Arabie saoudite a réagi par rapport à l'intervention de l'Équateur dont elle a refusé les propos au sujet de son pays et des projets qu'il finance. Pour appuyer son intervention elle a cité une série de projets financés par l'Arabie Saoudite en coopération avec l'UNRWA et le PNUD, ainsi que les déclarations faites par de hauts responsables de l'ONU pour reconnaître ces contributions saoudiennes. Elle a invité l'Équateur à revoir sa position et espère qu'il s'agissait d'une erreur involontaire.

L'observatrice de l'État de Palestine a réagi à l'intervention de la délégation israélienne qui continue à refuser le droit au retour des Palestiniens, un droit qui est confirmé par le droit international. Il ne s'agit pas d'un anachronisme ou d'un droit qui ne s'applique qu'à certains peuples et pas à d'autres, a-t-elle poursuivi. Si l'on ne tient pas compte du symbole du retour pour les Palestiniens, et lorsqu'on accuse l'UNRWA d'être biaisé ou le peuple palestinien et ses dirigeants de ne pas être engagés en faveur de la paix, il s'agit d'accusations fausses et infondées, a estimé l'observatrice. Si Israël continue à répandre ces mensonges, c'est signe qu'il n'est pas prêt à faire la paix, a-t-elle ajouté. Il est impératif à son avis de parvenir à une solution juste et durable, et, dans cette attente, elle a remercié l'UNRWA pour ses services vitaux.

La représentante d'Israël a réagi par rapport à l'intervention du représentant syrien qui a tenu Israël responsable de la situation des réfugiés palestiniens en Syrie. Elle a rappelé que le Gouvernement syrien tuait de façon systématique son propre peuple et faisait mourir de faim les réfugiés palestiniens dans le camp de Yarmouk. Elle a également accusé le Hamas d'avoir intentionnellement mené des activités terroristes à partir des installations de l'Office. S'adressant à son homologue palestinien, elle a déclaré que rien ne pouvait remplacer des négociations directes entre Israël et les autorités palestiniennes.

La représentante de l'Équateur a reconnu avoir commis une erreur dans les paragraphes du rapport d'activité de l'UNRWA qu'elle a cités dans son intervention et elle s'en est excusée.

Le représentant de la Syrie s'est dit « pas surpris » par les propos de la représentante « d'une autorité qui continue à terroriser les Palestiniens ». Il lui a rappelé que les responsables des souffrances des Palestiniens sont les autorités de la Puissance occupante. Quant aux efforts de reconstruction de Gaza faits par Israël, il y a opposé les « cadeaux faits par l'autorité israélienne suite à ses interventions armées à Gaza ».

Dans ses remarques de clôture, le Commissaire général de l'UNRWA, M. Krähenbühl, a remercié les États Membres pour leur soutien réaffirmé à l'Office et les a invités à rester dans un contexte non polarisé quand « on présente ses condoléances pour les pertes de personnel de

l'Office ». Il les a remerciés pour leurs propos favorables au travail accompli par l'Office « ce qui a été possible grâce à leurs contributions ».

En réponse aux observations faites la veille par le représentant d'Israël, le Commissaire général a tenu à souligner que « les réfugiés sont des réfugiés » et que le droit international leur reconnaît le droit au retour. Quant aux propositions du transfert des réfugiés palestiniens au HCR, il a expliqué que cela supposerait des réformes du mandat de l'UNRWA. Israël a souligné à juste titre qu'on ne prenait pas toujours en compte « l'autre » dans son travail d'éducation, a reconnu le Commissaire, souhaitant qu'à l'avenir les programmes scolaires tiennent mieux compte de la reconnaissance des droits de l'autre, dans les écoles de l'Office et en Israël. Il a dit regretter à ce sujet que les jeunes palestiniens et israéliens se rencontrent de moins en moins, estimant que les difficultés que connaît la bande de Gaza sont très peu propices à la tolérance. Il a également réfuté les accusations selon lesquelles il y aurait eu des tirs de roquettes à partir des locaux de l'UNRWA.

À son avis, il est essentiel de trouver une solution juste et durable au sort des Palestiniens et aucune aide internationale ne pourra remplacer la privation des droits. Il a souhaité voir une réaffirmation de la volonté politique de la communauté internationale dans ce sens.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.